

République du Bénin

Cour constitutionnelle

GREFFE

N° 017 / CC/GEC

CHAMBRE DES AUDIENCES PLENIERES
RÔLE DE L'AUDIENCE PLENIERE DU
JEUDI 10 SEPTEMBRE 2026
(AUDIENCE DE VACATION)

HEURE : 15 HEURES

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle sise à Ganhi, avenue Gouverneur
général PONTY à Cotonou**



N°	N° DU RECOURS	REQUÉRANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
1.	2214/403/REC-24 du 12/11/2024	Luc GANGBE Rep/Syndicat National des Travailleurs des Recherches Agricoles du Bénin (SYNATRA-BENIN)	Président de la Commission Électorale Directeur général de l'INRAB	Demande d'annulation des Résultats des élections professionnelles	
2.	1331/234/REC-24 du 03/07/2024	Thalès Freddy SANOU	- Directeur général de MTN Bénin (SCPA BBZ Conseils & Associés) - Ministère de l'Économie et des Finances	Recours en inconstitutionnalité du « taux d'intérêt appliqué par la Société MTN Bénin »	
3.	0814/134/REC-24 du 11/04/2024	Océane JUVENCIO et autres	Ruf JUVENCIO Gaëtan JUVENCIO	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire	
4.	2579/479/REC-24 du 27/12/2024	Mickaëlle Dieudonnée Y. F. BOCOVO et 02 autres	- Charles PASSO - Commissaire en charge du commissariat de PAHOU	Recours pour violation de la Constitution.	



5.	1065/230/REC-25 du 06/05/2025	Eugène TAO et 02 autres	Procureur de la République près le TPI de 1 ^{ère} classe de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire	
6.	1995/288/REC-23 du 30/10/2023	Serge Roberto PRINCE AGBODJAN	Maître Pacôme KOUNDE Président du TPIPC de Cotonou	Recours contre Maître Pacôme KOUNDE et le Président du TPIPC de Cotonou pour violation des articles 34, 35 de la Constitution et 27 du règlement intérieur de la Commission Béninoise des droits de l'homme	
7.	1571/281/REC-24 du 31/07/2024	Thomas D. DAKPOGAN	- Garde des Sceaux, MJL - Gouvernement	Recours en inconstitutionnalité de la version « fongbé » de l'hymne nationale	
8.	1466/329/REC-25 du 26/06/2025	Casimir MEDJIKO et 06 autres	École Maternelle Publique de Dèkounbé	Recours pour violation de la Constitution	
9.	0156/190/REC-24 du 31/05/2024	Alphonse BOCO	Ministère de la défense nationale	Demande d'avancement de grade	



10.	1877/343/REC-24 du 18/09/2024	Prosper ALLAGBE	- Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance - Secrétaire Général du Gouvernement - Agent Judiciaire de l'Etat	Recours en inconstitutionnalité du défaut d'allocations familiales aux veuves non-fonctionnaires ayant à charge des enfants.	
11.	0296/092/REC-25 du 07/02/2025	Prosper ALLAGBE	Cour constitutionnelle	Recours en inconstitutionnalité de la contradiction entre le contrôle par la Cour constitutionnelle de la CADHP et son incompétence à contrôler les accords internationaux, notamment le Règlement de l'UEMOA relatif à la profession d'Avocat	

Cotonou, le 04 SEPT 2026

Le Greffier en chef,

Sylvestre FARRA